



# Stop à l'esclavage !

**N**ous sommes de plus en plus dans une politique du tout pouvoir, d'injustice, d'inégalité, d'interdit.

Dans les DOM TOM, c'est d'abord cette injustice qui désigne en créole un abus de pouvoir qui est insupportable, « pwofitasyon ».

La Guadeloupe s'est mise en grève le 20 janvier. Elle a créé le LKP regroupant 52 organisations : syndicales, politiques, associatives, culturelles, pour obtenir une augmentation de 200 euros pour les plus bas salaires (environ 80000 personnes) ; elles réclament les moyens de travailler et de vivre de leur travail et non du RSA ou du RMI, très importants dans les DOM TOM.

La Martinique est elle aussi en grève depuis le 5 février et a les mêmes revendications, comme la Guyane et la Réunion.

Exploités, depuis plus de deux siècles par les colons dits «békés» qui ne représentent que 1 % de la population, ils revendiquent le droit au travail, l'égalité pour l'emploi à diplôme égal. Il n'y a aucun cadre de direction pour les autochtones dans les entreprises tenues par les «békés» : les annonces d'emploi ne paraissent même pas en Guadeloupe, mais directement en métropole, via des cabinets de recrutement.

Ces «békés» contrôlent 90% des activités économiques, par une politique basée sur le système colonial, où les groupes comme Bernard HAYOT, HUYGUES-DESPOINES, TOTAL, etc... gèrent et monopolisent l'économie en faisant de plus en plus de bénéfices sur le dos des populations locales. Il n'y a pas de contrôle des prix et la vie est 40% plus chère qu'en métropole.

La caste des esclavagistes a maintenu son pouvoir socio-économique et ne permet pas à la population de vivre dignement. Les Guadeloupéens, les Martiniquais, les Guyanais et les Réunionnais revendiquent la reconnaissance de leurs droits, la baisse du chômage (25% dans les îles), l'égalité par rapport à la métropole, la non discrimination par rapport à l'emploi.

Il faut redonner à la société humaine une nouvelle dimension !

Le gouvernement a misé sur le pourrissement de la situation, avec les conséquences dramatiques qui ont conduit à la mort du syndicaliste de la CGT Guadeloupe Jacques Bino, tué par balle.

Sarkozy, le gouvernement et le patronat portent une lourde responsabilité dans ces événements. En refusant de répondre aux revendications de la population, en revenant sur des propositions qui semblaient acquises, en se renvoyant les responsabilités de l'échec, en faisant durer les discussions, ils espéraient que la situation dégènerait.

Suite Edito page 2

(suite Edito)

Nous saluons la maturité et la grande responsabilité dont ont fait preuve les dirigeants du LKP et la population, en gardant la maîtrise du conflit, en ne tombant pas dans le piège de la provocation et en restant unis.

Le PCF et le Directeur de l'Humanité se sont rendus par deux fois en Guadeloupe et en Martinique, dès le début du conflit pour soutenir le LKP et «le COLLECTIF du 5 février en Martinique» et leur exprimer la solidarité des communistes aux grévistes. Tous les jours l'Humanité et l'Humanité Dimanche ont analysé, informé et soutenu ce mouvement. Mais ça, vous ne pouvez pas le savoir puisque les médias n'en ont pas parlé.

Rappelons que 8 français sur 10 trouvent justifié le mouvement social qui paralyse la Guadeloupe et les autres départements d'Outre Mer. Cela renseigne, non seulement sur la perception des problèmes antillais, mais aussi sur le climat très réceptif en métropole à l'égard de toute protestation sociale.

En métropole le combat est le même : revendications pour les salaires, coût de la vie, services publics (30000 suppressions de postes prévues cette année), chômage (92320 de plus), atteintes aux libertés.

Parce que nous rencontrons sensiblement les mêmes problèmes, nous sommes solidaires de nos compatriotes des DOM TOM, pas d'une solidarité formelle, mais bien d'une solidarité active dans la défense de nos intérêts communs.

Alors rendez-vous le 19 mars à PARIS, pour Montreuil rendez vous 13 h devant la mairie, à l'appel de toutes les organisations syndicales pour défendre notre pouvoir d'achat, l'Éducation, les hôpitaux et tous les services publics, toutes les entreprises menacées de licenciements, tous les secteurs tertiaires, et refuser la précarité.

**CONTINUONS  
LA LUTTE  
DANS  
L'UNITÉ.**



## Montreuil, vraiment plus démocratique ?

« Ils nous avaient promis de "consulter les habitants à chaque étape de l'élaboration des projets qui les concernent directement, de développer l'information, et la concertation sur les projets municipaux à l'échelle de la ville comme des quartiers..." »

**Les discours sont une chose, la réalité est toute autre.**

Dans la dernière période plusieurs réunions ont été organisées par la municipalité.

Qui a été informé de la tenue de ces réunions et du thème qui devait être abordé ?

Seule une minorité de personnes possédant un accès à internet, et encore dans des délais très courts (2 à 3 jours avant la réunion), ou encore de bouche à oreilles.

Ce fut le cas pour les réunions très centralisées concernant le Plan d'Aménagement et de Développement Durable qui aurait mérité, pour un sujet aussi important, une information et une concertation plus larges, au plus près des lieux de vie des habitants. De notre avis, il eut été préférable de partir des quartiers pour remonter vers l'ensemble de la ville, et non l'inverse comme cela risque de

se produire.

Ce fut le cas aussi, pour l'installation des familles Roms où là les invitations aux réunions ont été très sélectives et organisées dans la précipitation. En fait, il ne s'agissait pas de concertation, mais d'information puisque la décision avait été prise.

Qu'une équipe municipale prenne des décisions nous paraît normal, à la limite nous pensons que c'est son rôle. Mais, dans ces cas-là, il faut qu'elle en assume seule les responsabilités et les conséquences et ne pas tenter de faire croire qu'elle le fait avec l'assentiment des habitants.

Faire vivre la démocratie est un exercice des plus compliqués, si l'objectif est de rechercher la participation du plus grand nombre, il faut s'en donner les moyens et faire en sorte que chacun puisse disposer du temps et de tous les éléments lui permettant de juger, de participer et de décider.

**SI CERTAINS AVAIENT LE SENTIMENT QU'AVEC L'ANCIENNE ÉQUIPE MUNICIPALE, LA DÉMOCRATIE LOCALE AVAIT RÉGRESSÉ, NOUS N'AVONS PAS CONSTATÉ QUE DEPUIS UN AN ELLE AIT PROGRESSÉ.**

## Repas Fraternel

Les communistes de La Noue/Marais de Villiers vous convient chaleureusement à participer à la soirée conviviale qu'ils organisent le

**SAMEDI 21 MARS 2009**

À Joliot-Curie 2, école primaire  
Rue Irène et Frédéric Joliot-Curie  
À partir de 19 h

En présence de candidats du front de gauche pour changer l'Europe

Après un bref échange nous nous retrouverons autour d'un repas fraternel suivi d'une animation musicale.

Pour toutes informations complémentaires :

Gérard A: 06 87 41 31 40  
Régine D: 06 79 39 86 48